



RAPPORT ANNUEL
2022

**On se développe pour
tisser des liens entre vous
et vos proches**



BANQUE INTERNATIONALE
POUR LE COMMERCE
ET L'INDUSTRIE AU MALI

RAPPORT
ANNUEL
2022

**On évolue pour
donner de l'éclat
à toutes vos envies**



■ SOMMAIRE

CONSEIL D'ADMINISTRATION	5
COMMISSAIRES AUX COMPTES	7
COMITÉ EXÉCUTIF.....	8
LES CHIFFRES CLÉS.....	11
RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE.....	14
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	25



Appli AFGmobile

Découvrez la nouvelle application mobile de la **BICIM AFGmobile**, et réalisez toutes vos transactions en un clic



Transfert



Solde



Relevé



Paiement



Rendez-vous maintenant
dans nos agences

20 700 700



www.bicimali.org



Carte VISA BICIM

Désormais,
**commandez et repartez
immédiatement** avec votre
carte bancaire !



PLATINIUM



GOLD



CLASSIC BLEUE



CLASSIC VERTE

Rendez-vous maintenant
dans nos agences

20 700 700



www.bicimali.org



■ CONSEIL D'ADMINISTRATION



Monsieur Niamé TRAORE
Président du Conseil d'Administration



Monsieur Sionlé YEO
Administrateur



Monsieur Dossogui KONÉ
Administrateur



Monsieur Ousmane SIMPARA
Administrateur



Monsieur Léon Konan Edward KOFFI
Administrateur



Monsieur Mamadou Seydou THIAM
Administrateur



Monsieur Abdoullah COULIBALY
Administrateur



Monsieur Kouakou ABISSA
Administrateur



Monsieur Christian ADOVELANDE
Administrateur



Mme Sakinatou Alpha Ourou épouse SIDI
Administrateur



Monsieur Anatole Georges WILSON
Administrateur



Monsieur Christian AGOSSA
Administrateur



■ COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Titulaire : **Cabinet EXCO EGCC International**, Représenté par **Monsieur Serge LEPOULTIER**
- Suppléant : **SARECI**, Représenté par **Monsieur Bourahima SIBY**

- Titulaire : **Cabinet AE2C**, Représenté par **Monsieur Boubakar KANTE**
- Suppléant : **Cabinet SEC DIARRA**, Représenté par **Monsieur Sékou DIARRA**



■ COMITE EXECUTIF



Monsieur Daniel TOURE
Directeur Général



Monsieur Ousmane SOW
Directeur Finances



Madame Assa DEH
Directeur Général Adjoint Administratif



Monsieur Abdourahmane BEN GELOUNE
Directeur de la Clientèle des Particuliers et Professionnels



Monsieur Seydou COULIBALY
Directeur Général Adjoint



Monsieur Mamadou Kolo KOUYATE
Directeur des Ressources Humaines



Monsieur Sara TOGOLA
Directeur de la Conformité



Madame Safiatou BAMBA
Directeur des Risques et du Contrôle Permanent



Monsieur Modibo Abdoulaye TRAORE
Directeur Juridique



Madame Madina MAIGA
Directeur des Engagements



Madame Ramata BA N'DIAYE
Directeur Achats et Qualité



Monsieur Hamzata AG HAMID
Directeur des Opérations



Monsieur Ousmane TIMBO
Directeur Trésorerie



M. Marc-André ESSI Kouamé Kouman
Directeur de l'Audit Interne

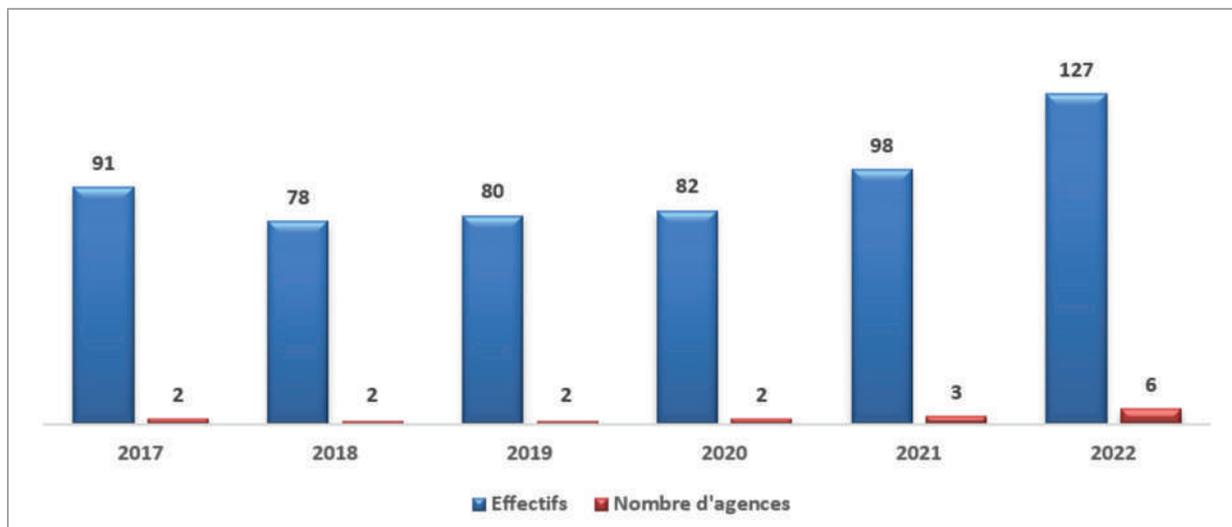


Monsieur Boubacar MAIGA
Directeur de la Clientèle des Entreprises et Institutionnels

**On avance pour
vous forger un capital
pour l'avenir**

■ LES CHIFFRES CLES

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Effectifs	91	78	80	82	98	127
Nombre d'agences	2	2	2	2	3	6

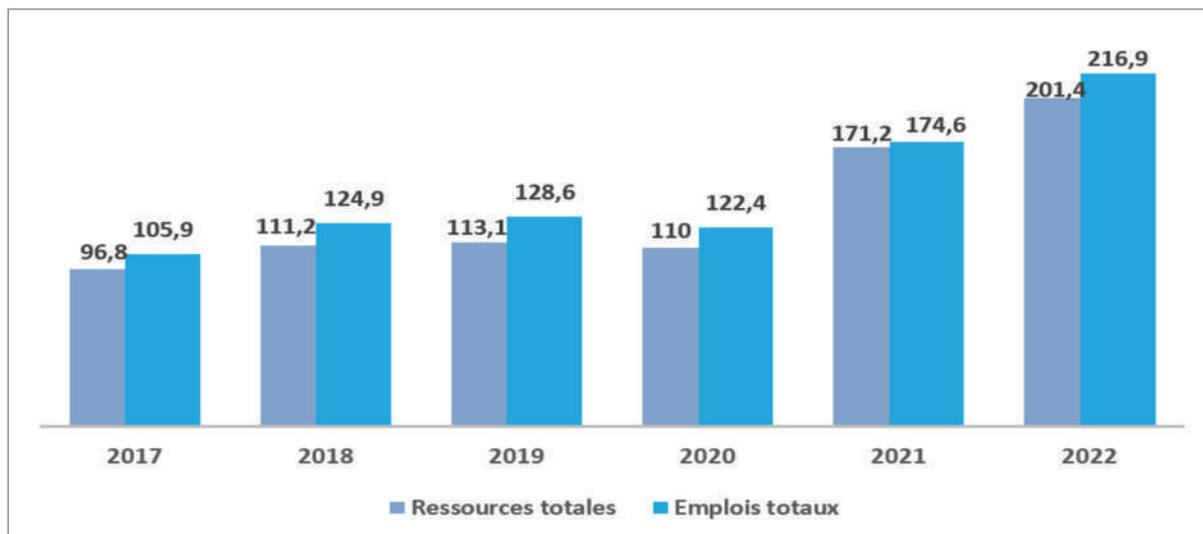


■ ACTIVITÉS

(millions de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Total bilan	114 204	130 886	132 858	127 499	187 602	228 407
Ressources totales	96 750	111 158	113 118	110 024	171 184	201 438
dont dépôts clientèles	76 508	85 915	75 278	79 310	123 374	131 290
Emplois totaux	105 937	124 852	128 647	122 349	174 646	216 907
dont crédits clientèles	75 615	85 765	93 725	76 629	108 263	129 194

■ LES CHIFFRES CLES

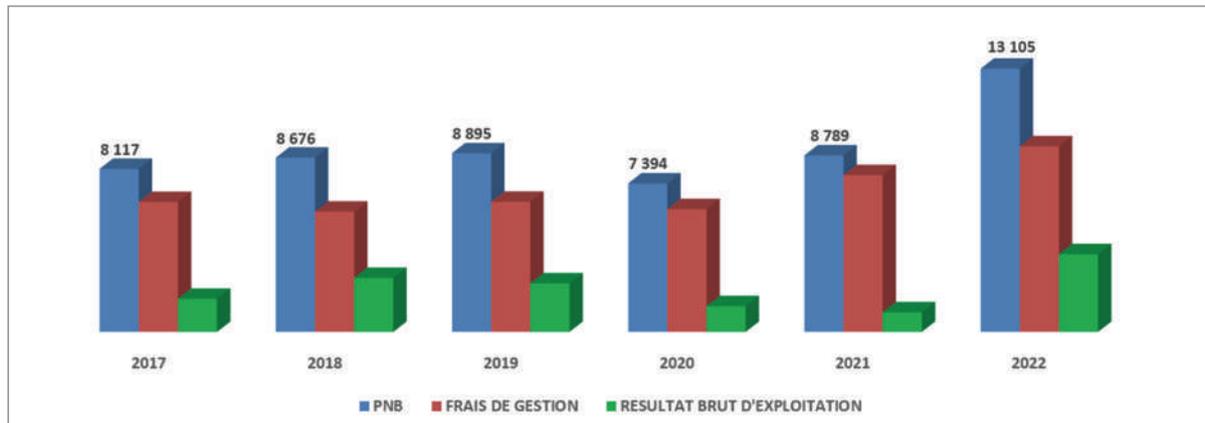


■ RÉSULTATS

(millions de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PNB	8 117	8 676	8 895	7 394	8 789	13 105
Marge Nette d'Intérêts (MNI)	6 432	6 427	5 796	4 789	5 809	8 821
Commissions nettes	1 685	2 249	3 099	2 605	2 980	4 284
FRAIS DE GESTION	6 470	5 987	6 477	6 116	7 810	9 239
Frais généraux d'exploitation	6 026	5 569	6 143	5 753	7 175	8 333
Amortissement	444	418	334	363	635	906
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 647	2 689	2 418	1 278	979	3 867
Coût du risque	-775	-199	-349	-1 061	-2 227	-320
Autres résultats	-288	-43	-36	330	4	-3
RESULTAT NET AVANT IMPÔT	584	2 447	2 033	547	-1 244	3 544
Impôt sur le bénéfice (-)	-13	-847	-678	-226	-121	-221
BENEFICE	571	1 600	1 355	321	-1 365	3 323
Augmentation de capital	5 000	0	0	0	0	5 000
Dividendes	0	1 450	504	0	0	0

■ LES CHIFFRES CLES



■ ETAT DE CONFORMITE AUX NORMES PRUDENTIELLES 31/12/2022

Code DISPRU	Liste des normes prudentielles	Référence	Niveau à respecter	Niveau observé	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité					
RA001	Ratio de fonds propres CET 1	EP02	7,50%	16,53%	Conforme
RA002	Ratio de fonds propres de base T1	EP02	8,50%	16,53%	Conforme
RA003	Ratio de solvabilité total	EP02	11,25%	16,53%	Conforme
B. Normes division des risques					
RA004	Norme division des risques	EP29	35%	25,0%	Conforme
C. Normes de liquidité					
	Norme de liquidité	DEC2063	75%	87,2%	Conforme
	Norme de transformation	DEC2062	50%	114%	Conforme
D. Ratio de levier					
RA005	Ratio de levier	EP33	3%	8,48%	Conforme
E. Autres normes prudentielles					
RA006	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% des capital de l'entreprise)	EP35	25%	1%	Conforme
RA007	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales 15% des fonds propres T1 de l'établissement)	EP35	15%	0%	Conforme
RA008	Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	EP35	60%	0%	Conforme
RA009	Limite sur les immobilisations hors exploitation	EP36	15%	7%	Conforme
RA0010	Limite sur le Total des immobilisations et des Participations	EP37	100%	20%	Conforme
RA0011	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et aux personnes	EP38	20%	12%	Conforme

On se façonne pour
apporter une petite touche
à votre confort

■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE DU MALI

■ SITUATION SOCIO POLITIQUE

Après des décennies de domination coloniale Française et une brève fédération avec le Sénégal, la République du Mali a été créée en 1960 et s'étend sur une superficie de 1 246 814 km². Sa capitale Bamako, atteint les 4,3 millions d'habitants quand la population globale du pays est estimée à 21 millions d'habitants (2020). À la suite d'un changement institutionnel en 2012, des séparatistes Touaregs et des militants liés à al-Qaïda ont pris le contrôle du nord du Mali, provoquant une intervention militaire Française. Monsieur Ibrahim Boubacar Keita a remporté un deuxième mandat de cinq ans en tant que président lors d'un vote à faible taux de participation en 2018 sur fond d'allégations de fraude et a ensuite été évincé lors d'un coup d'État en août 2020. La pression internationale a amené les militaires au pouvoir à mettre en place un régime avec un Président Civil et un Premier Ministre militaire.

Ce gouvernement qui avait comme mandat d'organiser des élections dans une période de 18 mois a à son tour été remplacé en Mai 2021 avec l'arrivée du vice-président de la transition, le Colonel Assimi GOITA, à la tête de l'Etat malien. Après un forum national initié par le nouveau gouvernement de transition, un nouveau délai de 5 ans a été communiqué à la CEDEAO, délai jugé nécessaire par ce dernier pour conduire les réformes préalables à l'organisation des élections. En réponse, la CEDEAO et l'UEMOA ont sanctionné le Mali en date du 09 Janvier 2022 en fermant les frontières des pays membres avec le Mali et en gelant les avoirs du Mali dans les livres de la Banque Centrale Régionale (BCEAO).

Cet embargo a pris fin en début juillet 2022 sur la base d'un compromis portant sur une durée supplémentaire de transition de 18 mois, soit des élections présidentielles au 04 Février 2024.

Cette échéance doit être précédée en mars 2023 par un référendum portant sur une nouvelle constitution et les élections municipales et législatives dans le dernier trimestre 2023.

Les relations avec l'ancienne puissance coloniale, la France, se sont sévèrement dégradées sur fond d'accusation mutuelle.

C'est dans ce contexte tendu que la plupart des troupes européennes engagées dans la force Onusienne de maintien de la paix (le Danemark, l'Allemagne notamment ainsi que les forces françaises de l'opération Barkane) ont quitté définitivement le Mali.

De plus, un incident diplomatique est intervenu entre la Côte d'Ivoire et le Mali en Juillet 2022 avec l'arrestation de 49 militaires ivoiriens que Bamako qualifie de mercenaires. De ces 49, 3 femmes ont été relâchées et les 46 autres sont restés en détention malgré les multiples initiatives diplomatiques des présidents de la sous-région.

Le 62^{ème} sommet des chefs d'État et de gouvernement de CEDEAO tenu le dimanche 4 novembre à Abuja, a abordé plusieurs sujets épineux, dont l'affaire des 46 militaires ivoiriens détenus au Mali depuis juillet 2022 sanctionné par un ultimatum aux autorités maliennes. Ils ont finalement été libérés le 09 Janvier 2023.

Avec cette libération, les relations du Mali avec ses voisins de la CEDEAO se sont plus ou moins normalisées, même si nous assistons à un rapprochement plus important entre le Mali, la Guinée et le Burkina, pays dirigés actuellement par des militaires.

■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

■ SITUATION ECONOMIQUE

Insuffisamment diversifiée et fortement informelle, l'économie malienne reste très dépendante de l'extérieur pour ses importations (denrées alimentaires, intrants agricoles, produits raffinés, biens de consommation) et ses exportations (or, coton, produits agricoles).

Les aléas climatiques pèsent très lourdement sur son secteur agricole, historiquement peu développé, et dont 2% seulement de deux millions d'hectares de terres arables disponibles (bassin du Niger) sont mis en valeur et exploités.

En dépit de l'aggravation continue, depuis 2012, de la crise multidimensionnelle à laquelle le Mali fait face, l'économie malienne confirme une résilience atypique avec un taux de croissance économique moyen élevé de +4% sur les 10 dernières années.

Sur la même période, l'inflation jusqu'ici maîtrisée (inférieure en moyenne à 2%) s'est aggravée (environ +8% à fin 2022) ainsi que la dette publique (environ 55,9% du PIB en 2022). Celle-ci reste toutefois dans la norme régionale, inférieure à 70% du PIB.

Pour sa part, l'Etat conserve jusqu'à présent une capacité singulière à honorer ses engagements, surtout extérieurs et sur les marchés régionaux (marchés monétaire et financier). Le ministre malien de l'Economie et des Finances ayant notamment annoncé (12 août 2022), un mois après la levée des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO, l'apurement de l'intégralité de la dette extérieure du pays (≈ 85,5 Mds XOF).

Evolution macroéconomique récente :

Le 25 Mars 2020, le FMI a adopté un programme triennal assorti de crédit (FEC, 191 MUSD), le Mali bénéficie par ailleurs du soutien généreux des partenaires techniques et financiers (PTFs) traditionnels (FMI, Club de Paris...).

Après la validation de la 1^{ère} revue du programme (en Janvier 2020), la FEC a été rééchelonnée pour permettre la mise en place d'une Facilité de Crédit Rapide (FCR, 200 MUSD) en complément d'autres appuis financiers des PTFs, le niveau durablement bas des cours mondiaux des hydrocarbures jouant alors un rôle bénéfique sur l'économie et le budget maliens, atténuant considérablement notamment la facture énergétique du pays.

Le 13 janvier 2021, un accord préliminaire a été signé entre le FMI et les autorités maliennes au sujet des politiques à mener pour les 2^{ème} et 3^{ème} revues du programme. En février 2021, cet accord préliminaire a permis au Mali de disposer de 40 millions de droits de tirages spéciaux (DTS, environ 58 MUSD).

En 2022, tirées par des cours mondiaux à des niveaux exceptionnellement et durablement élevés, la production et les exportations d'or (environ 73% des exportations totales et une production d'environ 63,4t en 2021 pour des réserves réévaluées en 2022 à 822 tonnes) ont poursuivi leur forte progression. Dans le secteur agricole, la campagne cotonnière 2021/2022 (le coton représente environ 12% des exportations du pays) s'est soldée par une production de près de 800.000 tonnes qui a permis au Mali de retrouver sa 1^{ère} place de producteur africain, devant le Bénin. Cette production devrait cependant chuter en dessous des 500.000 tonnes pour la campagne 2022/2023 à cause notamment des effets de l'embargo qui ont joué tant sur les commandes d'intrants que les évacuations de la fibre.

■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Faute d'accord avec les autorités du pays, le programme triennal du FMI a expiré. La mission Article IV qui devait avoir lieu en fin d'année 2022 n'a toujours pas eu lieu empêchant ainsi des discussions pour un nouveau programme.

■ Perspectives à court terme :

A court terme, et selon le FMI, les perspectives macroéconomiques restent bonnes avec un taux de croissance d'environ +2,5% pour l'année 2022 (et +5,3% anticipés pour fin 2023). Maitrisée jusqu'ici (inférieure en moyenne à 2%), l'inflation s'est aggravée (+8% en fin 2022, et +3% en 2023) ainsi que la dette publique (env. 55,9% du PIB fin 2022, et 55,8% du PIB pour 2023). Cette dernière reste toutefois inférieure à la norme régionale de 70% du PIB.

Avec le retour à l'Open market par injection de liquidité depuis Février 2023, la liquidité d'ensemble des banques de tout l'espace UEMOA se trouve sévèrement impactée. Cette mesure de la BCEAO vise principalement à apporter une réponse forte à la montée inflationniste dans la zone. Le Mali est particulièrement frappé par cette situation à cause notamment des effets différés de l'embargo et de l'attentisme des investisseurs lié à la situation socio-politique d'ensemble.

C'est dans ces conditions que toutes les émissions souveraines des derniers mois ont été souscrites à moins de 40% à des taux historiquement élevés. La situation de liquidité de la place bancaire préoccupe singulièrement le MEF qui a préconisé très tôt en début mars 2023 aux banques de limiter leur distribution de crédit pour faire face aux retraits de la clientèle.

Pour l'année 2023, les prévisions de recettes budgétaires s'affichent à **FCFA 2.199,9 milliards** pour des dépenses de **FCFA 2.899,9 milliards**.

Afin de financer son déficit budgétaire et aussi faire face à ses diverses obligations, le gouvernement a présenté aux investisseurs un plan d'émissions souveraines d'environ **FCFA 1.200 milliards** sur 2023. Il est donc fort à parier que cette situation exsangue de la liquidité des banques commerciales ne pourra que s'aggraver.

■ Faits marquants au titre de l'exercice 2022 :

- Customisation de la nouvelle plateforme de banque en ligne (AFG Mobile) afin de permettre le traitement des transactions à distance par les clients notamment les virements dans la zone UEMOA, les certifications de chèque, les mises à disposition ainsi que les transferts en devise ;
- Notification de la levée en début Juin 2022 des sanctions de la Commission Bancaire contre certains Administrateurs de la BACM étendues à la BICIM ;
- Recrutement en avril 2022 d'un DGA en charge de l'exploitation ;
- Augmentation en novembre 2022 du capital social de la BICIM qui est passé de **FCFA 10 milliards** à **FCFA 15 milliards** ;
- Installation d'un Guichet dédié au secteur minier (Mining DESK) ayant occasionné l'entrée en relation avec des acteurs majeurs du secteur ;
- Effort intense de recouvrement ayant permis à la banque d'afficher un taux de créance douteuse de 3% ;
- Intensification de l'assistance technique de la holding afin d'appuyer la BICIM dans plusieurs domaines ;
- Souscription à divers titres de l'Etat Malien portant l'encours de la BICIM à plus de **FCFA 75 milliards** au cours de l'année ;
- Ouverture de plusieurs agences à Bamako ainsi qu'à l'intérieur du pays (Kayes, ACI 2000, et Badalabougou).

■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

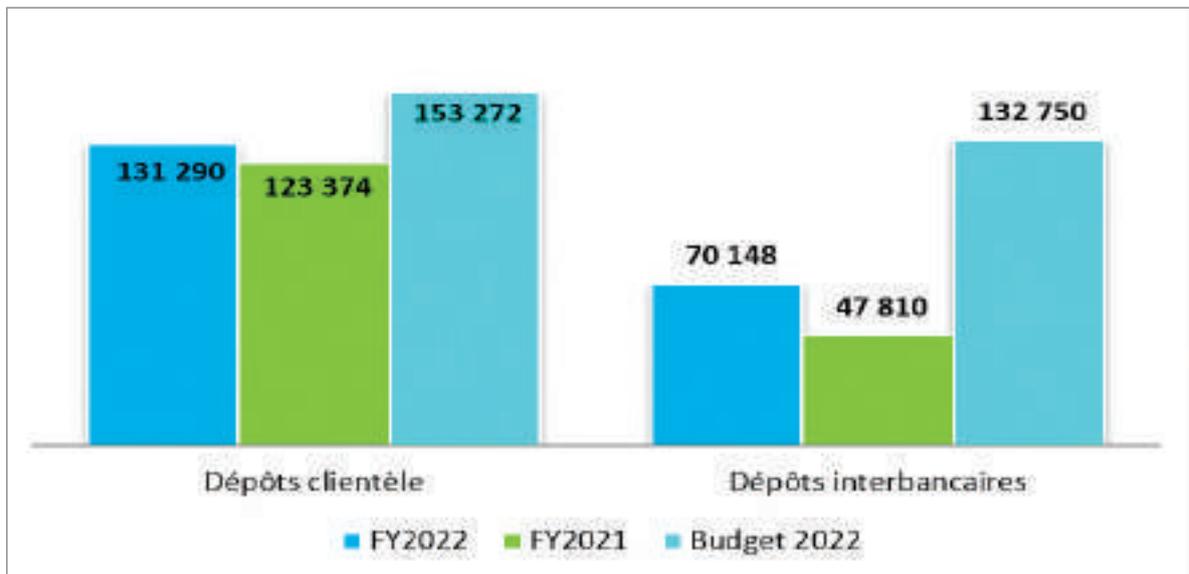
LES PERFORMANCES DE LA BICIM

■ POINT SUR LES RESSOURCES COLLECTÉES AU 31 DÉCEMBRE 2022

	Réal. YTD EoP 31/12/2022	Budget YTD 31/12/2022	% Real.	Réal. YTD EoP 31/12/2021	% Evol
Dépôts clientèle	131 290	153 272	86%	123 374	6%
Dépôts à vue	82 358	103 483	80%	84 052	-2%
Dépôts à terme	48 932	49 789	98%	39 322	24%
Dépôts interbancaires	70 148	132 750	53%	47 810	47%
Dépôts à vue	1 992	37 500	5%	798	150%
Emprunts interbancaires	68 156	95 250	72%	47 012	45%

	Réal. YTD EoP 31/12/2022	Budget YTD 31/12/2022	% Real.	Réal. YTD EoP 31/12/2021	% Evol
Total DCEI	80 536	97 504	83%	81 065	-1%
DCEI					
Dépôts à vue	45 684	65 937	69%	55 980	-18%
Dépôts à terme	34 852	31 567	110%	25 085	39%
Total Retail	40%	34%		47%	
Retail					
Dépôts à vue	36 674	37 546	98%	28 072	31%
Dépôts à terme	14 080	18 222	77%	14 237	-1%
Contribution Retail	25%	19%		25%	
Total Trésorerie	70 148	132 750	53%	47 810	47%
Trésorerie					
Dépôts à vue	1 992	37 500	5%	798	150%
Emprunt interbancaire	68 156	95 250	72%	47 012	45%
Contribution Trésorerie	35%	46%		28%	

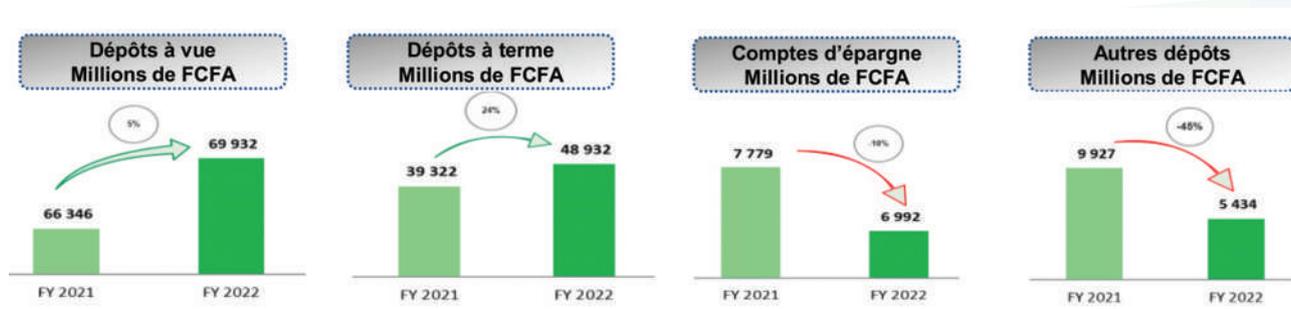
■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE



■ RESSOURCES CLIENTÈLE

Les dépôts clientèle au 31/12/2022 se chiffrent à **XOF 131 290 millions** contre un budget à date de **XOF 153 272 millions**, soit un taux de réalisation de 86%. En comparaison avec nos ressources clientèle au 31/12/2021 qui s'élevaient à **XOF 123 374 millions** nous enregistrons une hausse de XOF 8 milliards.

Cette hausse relative résulte essentiellement du Retail avec **8,4 milliard** d'augmentation par rapport au 31/12/2021.



Les dépôts clientèle en 2022 constitués de 91% de dépôts à vue et de dépôts à termes ont connu une évolution positive de 13 milliards tandis que les ressources d'épargne et les autres dépôts régressent de **5 milliards**.

■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

■ RESSOURCES INTERBANCAIRES

Les ressources interbancaires s'élèvent à **XOF 70 148 millions** au 31/12/2022 contre un budget à date de **XOF 132 750 millions**, soit un taux de réalisation de 53%. Par rapport à l'encours des ressources interbancaires au 31/12/2021 qui se situait à **XOF 47 810 millions**, nous enregistrons une hausse de 47%. Cette évolution s'explique par l'importance du refinancement BCEAO (**+XOF 42 012**).

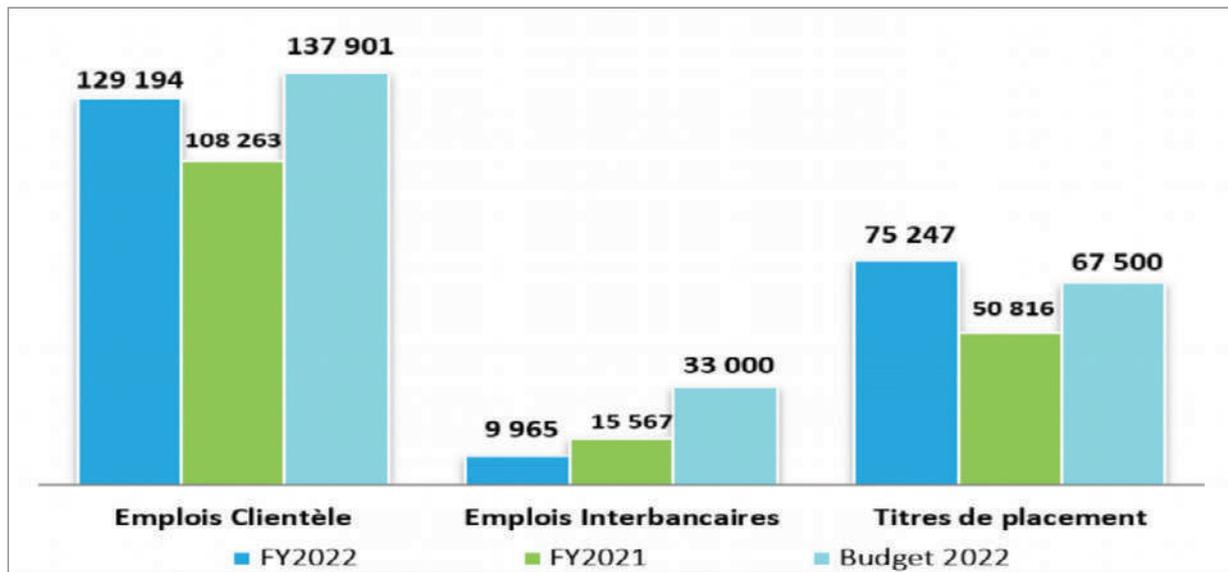
Au 31/12/2022, le coût moyen des ressources clientèle augmente de 62 points de base passant de 1,55% en 2021 à 2,17%.

■ POINT SUR LES EMPLOIS AU 31 DÉCEMBRE 2022

	Réal. YTD EoP 31/12/2022	Budget YTD 31/12/2022	% Real.	Réal. YTD EoP 31/12/2021	% Evol
Emplois clientèle	129 194	137 901	94%	108 263	19%
Emplois sains	125 833	136 280	92%	101 681	24%
Emplois créances impayées	866	-		-	
Créances douteuses nettes de provision	2 495	1 621	154%	6 582	-62%
Emplois interbancaires	9 965	33 000	30%	13 586	-27%
Emplois interbancaires débiteurs	9 965	28 000	36%	3 586	-27%
Prêts interbancaires	-	5 000	0%	-	
Titres de placement	75 247	67 500	111%	50 816	48%
Total bilan	228 407	276 014	83%	187 602	22%

	Réal. YTD EoP 31/12/2022	Budget YTD 31/12/2022	% Real.	Réal. YTD EoP 31/12/2021	% Evol
Total DCEI	115 150	117 880	98%	93 540	23%
Contribution DCEI	54%	49%		54%	
Total Retail	14 044	20 021	70%	14 723	-5%
Contribution Retail	7%	8%		9%	
Total Trésorerie	85 212	100 500	85%	64 402	32%
Contribution Trésorerie	40%	42%		37%	

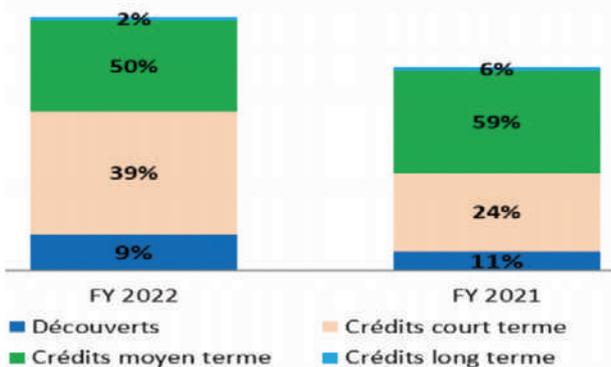
■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE



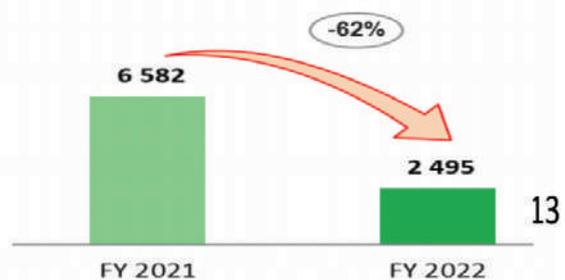
■ EMPLOIS CLIENTÈLES :

Les impacts de l'embargo, la suspension de l'aide publique au développement ont asséché la liquidité locale. Ainsi, les crédits à la clientèle s'élèvent à **XOF 129 194 millions** au 31/12/2022 contre un budget à date de **XOF 137 901 millions**, soit un taux de réalisation de 94%. En comparaison avec nos emplois clientèle au 31/12/2021 qui s'élevaient à **XOF 108 263 millions**, nous enregistrons une augmentation de 19%.

Répartition des emplois clientèle productifs par type
Millions de FCFA



Créances douteuses
Millions de FCFA



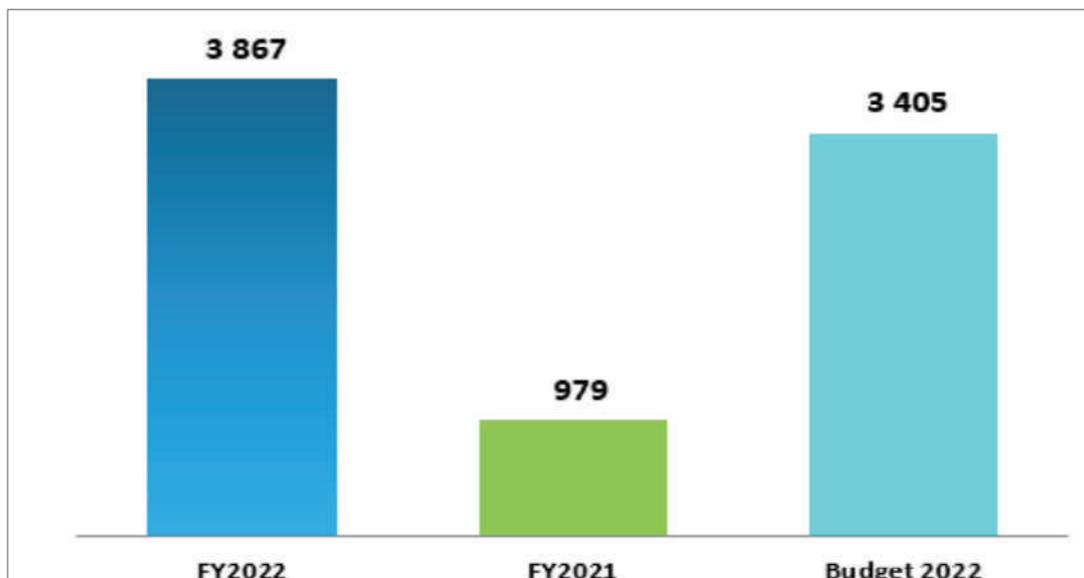
■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les charges d'exploitation s'élèvent à **XOF 9 239 millions** au 31 décembre 2022 contre un budget de **XOF 8 996 millions**, soit un taux de réalisation de 103%. En comparaison avec les charges d'exploitation réalisées au 31 décembre 2021 qui se chiffraient à **XOF 7 810 millions**, nous enregistrons une hausse de 18% due aux éléments ci-après :

- Les frais de personnel se chiffrant à **XOF 3 894 millions** connaissent une augmentation de 11% par rapport à l'exercice 2021. Cette augmentation s'explique par :
 - Recrutements (31 personnes recrutées dont DGA, DSI, renforcement, ouvertures d'agences)
 - La révision de la convention collective des banques
- Les frais généraux chiffrés à **XOF 4 439 millions** au 31 décembre 2022 connaissent une hausse de **XOF 776 millions** par rapport à l'exercice 2021. Cette évolution s'explique par le poids des charges locatives, les frais de sécurité, l'électricité (nouvelles agences et points cash), l'assistance technique.

Quant aux dotations aux amortissements, elles se chiffrent à **XOF 906 millions** au 31 décembre 2022 contre **XOF 635 millions** en 2021 soit une augmentation de 43% liée aux nouvelles agences et points cash, investissements informatiques (PC, switch et routeurs) et aux charges immobilisées du déploiement Flexcube.

■ EVOLUTION DU RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION



Le résultat brut d'exploitation s'élève à **XOF 3 867 millions** au 31 décembre 2022 contre un budget de **XOF 3 405 millions**, soit un taux de réalisation de 114%.

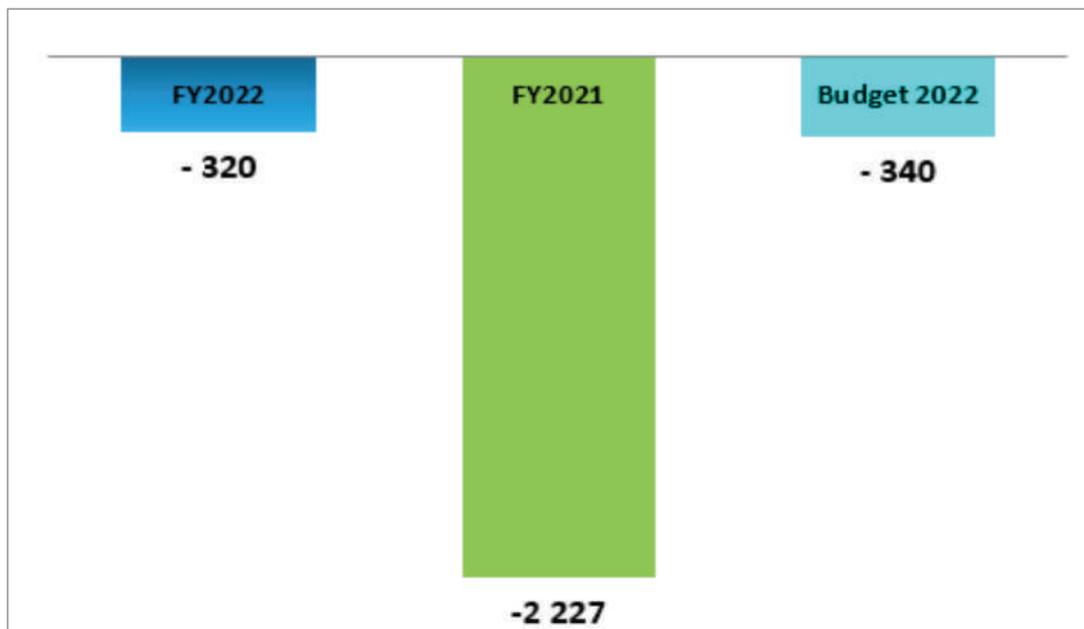
En comparaison avec le résultat brut d'exploitation au 31 décembre 2021 qui se chiffrait à **XOF 979 millions**, nous enregistrons une augmentation de **2,9 milliards**.

■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Cette évolution du RBE s'explique par la bonne performance du PNB malgré la hausse des frais de gestion.

Le coefficient d'exploitation se situe ainsi à 70,5% au 31 décembre 2022 pour un budget à date de 73%, soit un gap favorable de 250 points de base.

■ EVOLUTION DU COÛT NET DU RISQUE



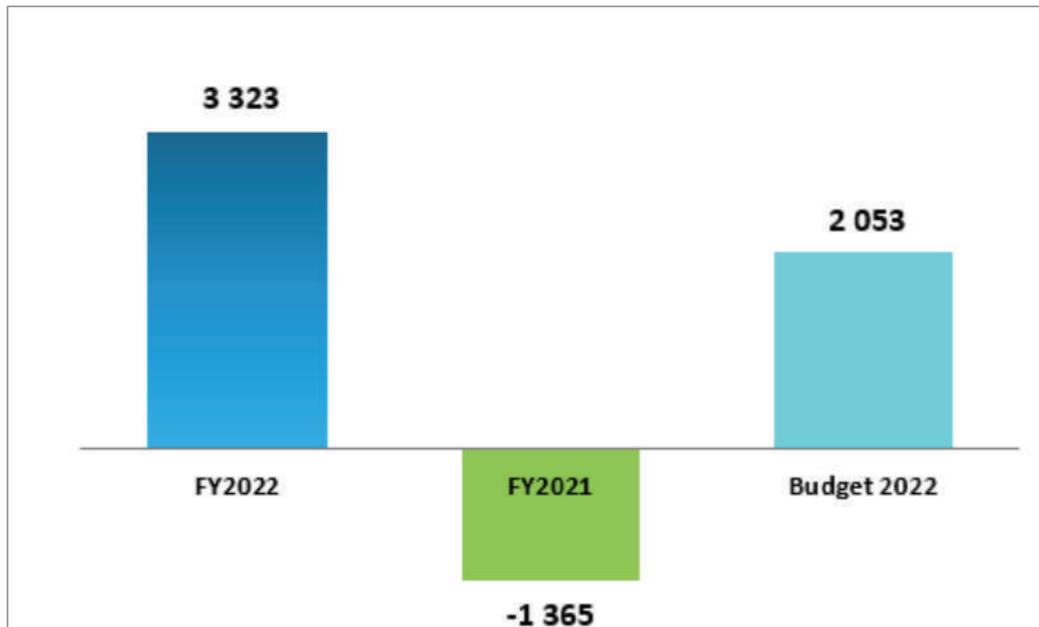
Le coût net du risque se chiffre à **XOF -320 millions** (dont clientèle -275) au 31/12/2022 contre un budget à date de **XOF -340 millions**.

En comparaison avec le coût net du risque réalisé au 31/12/2021 qui se chiffrait à **XOF -2 227**, nous enregistrons une baisse de **XOF 1 907 millions** due d'une part au provisionnement en fin d'année 2021 de l'essentiel des créances douteuses à la faveur de la visite de la COBA et d'autre part à la bonne tenue du portefeuille.

Le taux de dégradation dudit portefeuille au 31/12/2022 passe ainsi à 3,4% contre un niveau de 10,53% pour la place.

■ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

■ EVOLUTION DU RÉSULTAT NET



Le résultat net s'élève à **XOF 3 323 millions** au 31 décembre 2022 contre un budget de **XOF 2 053 millions**, soit un taux de réalisation de 162%.

En comparaison avec le résultat net au 31 décembre 2021 qui se chiffrait à **XOF -1 365 millions**, nous enregistrons une augmentation de **4,7 milliards**.

Ce niveau de réalisation du résultat s'explique par la belle performance du PNB combinée à la maîtrise des frais d'exploitation et du coût du risque.

On s'ajuste pour
vous offrir des offres
sur mesure

■ RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Badalabougou-Est
TEL : 20 22 82 18
FAX : 20 22 87 86
Email : egcci@egccinternational.com
BP : 3013
BAMAKO – MALI



Société d'Expertise Comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Torokorobougou
TEL : 20 28 23 81/ 66 71 57 97
FAX : 20 28 23 81
Email : cae2c@ae2cmali.com
BP E: 5671
BAMAKO – MALI

Bamako, le 15 mars 2023

BICIM SA
Boulevard Abdelaziz Bouteflika
BP B72
BAMAKO - MALI

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS CONCERNANT L'EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire en date du **21 mai 2020**, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le **31 décembre 2022**, sur :

- l'audit des états financiers annuels de **BICIM SA**, tel qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les autres obligations légales et réglementaires.

I. RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

OPINION

Notre examen a été effectué conformément aux normes généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Le contrôle légal des comptes consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels.

■ RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il consiste, également, à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que le contrôle légal des comptes auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers annuels de BICIM SA au 31 décembre 2022 tels que présentés en annexe et qui font apparaître un :

	<i>En MFCFA</i>
Total du bilan	228 407
Capital social	15 000
Capitaux propres y compris le résultat	21 037
Résultat net (Bénéfice)	3 323

sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AE2C




Boubacar KANTE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

EXCO-EGCC International




Serge LEPOULTIER
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Officier de l'Ordre National du Mali
Chevalier de l'Ordre National du Mérite Français

**On s'outille pour
vous suivre même
à l'étranger**





BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE AU MALI

Quartier du Fleuve • Boulevard Abdelaziz Bouteflika • BP 72 Bamako - Mali

Tél. +223 20 70 07 00 • Fax : +223 20 23 33 73

bicimrelations.clientele@bicimali.org

www.bicimali.org

